

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 22 mai 2025

Nos réf. : SAU/GLB/MI n° 25 - 268

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc éolien du Champ de l'Epée II

Champ de l'Epée
10230 MAILLY-LE-CAMP

Code AIOT : 0003012346

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement Parc éolien du Champ de l'Epée II implanté Champ de l'épée 10230 Mailly-le-Camp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 17/04/2025 s'ancre dans une action régionale relative à la gestion des déchets de maintenance sur les parcs éoliens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien du Champ de l'Epée II

- Champ de l'épée 10230 Mailly-le-Camp
- Code AIOT : 0003012346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société An Avel Braz est autorisée à exploiter le parc éolien de Champ l'Epée II par l'arrêté préfectoral n°BENV2017207-0002 du 26 juillet 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
2	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21	Sans objet
3	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50	Sans objet
4	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	Sans objet
5	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société An Avel Braz a connaissance de la gestion faite de ses déchets de maintenance. Ces déchets sont stockés, transportés et traités conformément aux normes en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
Constats : L'exploitant a montré à l'inspection le contrat de maintenance délivré par VESTAS. L'exploitant n'est pas directement lié au transporteur et au récupérateur de déchets mais VESTAS contractualise avec ONYX EST (collecteur) et PAPREC (valorisateur) pour cette gestion. PAPREC est bien agréé pour recevoir et gérer les déchets dangereux. En termes de logistique, une benne de stockage temporaire des déchets est disposée et maintenue fermée sur site lors des maintenances réalisées par VESTAS et récupérée par ONYX EST en fin de maintenance. Les déchets sont stockés dans des compartiments adaptés, séparés et identifiés. Le respect de cette chronologie a été vérifiée par la coïncidence entre les opérations de mainte-

nance et les dates de délivrance des bordereaux de suivi de déchets (BSD).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. [...]
Constats : Les déchets non dangereux, a l'instar des déchets dangereux, sont gérés par les organismes COVED et RECYDIS (appartenant au groupe PAPREC), agréés pour la valorisation des déchets. Les BSD montrés à l'inspection démontrent le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets. Les déchets non dangereux sont bien recyclés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : I.- Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique. 1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ; 2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux. [...] II.-Sont exemptés de cette obligation de déclaration : [...] 6° Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.
Constats : La collecte des déchets est assurée par la société ONYX EST. La société est autorisée, par l'agré-

ment n°TR 54 644 2021 en date du 16/12/2021, à transporter des déchets dangereux et non dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p>
Constats : <p>La caractérisation des déchets est réalisée par les organismes agréés COVED et RECYDIS qui se chargent d'éditer les bordereaux de suivi de déchets via Trackdéchets. L'exploitant dispose du compte Trackdéchets et suit les transmissions effectuées via les BSD.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, [...] tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant tient à jour un registre de consignment des expéditions de déchets liées pour chacune aux Bordereaux de Suivi de Déchets. Ces derniers sont dûment édités et renseignés par COVED et</p>

RECYDIS.
Type de suites proposées : Sans suite